



Chantier politique

JOURNAL SUR LES AFFAIRES POLITIQUES

Publié par le Parti marxiste-léniniste du Québec - permanence@pmlq.qc.ca - www.pmlq.qc.ca

17 mai 2019

Numéro 10

Grande marche familiale de solidarité avec les lockoutés d'ABI **Tous à l'action du 25 mai en appui aux travailleurs** **d'ABI qui se battent pour nous tous!**



Les travailleurs d'ABI devant le siège social de Pittsburgh du Syndicat des Métallos, le 8 mai 2019, avant de marcher dans les rues et d'aller manifester devant le lieu où se tenait la rencontre annuelle des actionnaires d'ALCOA (Photo: FTQ Métallos)

Humanisons l'environnement naturel et social!

- «Nous voulons combattre le changement climatique, pas nous y adapter!» disent les jeunes du Québec
- Appel des jeunes à participer à la «Grande manif pour le climat»

Lutte pour le droit au logement

- Plus de 300 locataires exigent une réforme en profondeur de la Régie du logement

Actions en appui à la lutte des peuples pour leurs droits et leur avenir

- Des manifestants disent «Ne touchez pas à Cuba et au Venezuela!»
- Marche du Régiment immortel pour le 74e anniversaire de la victoire sur le fascisme en Europe

- Appui à la résistance palestinienne pour le 71e anniversaire de la Nakba

Au calendrier

- Journée nationale des Patriotes - Célébrons notre histoire et nos traditions!
Rencontre sociale, politique et culturelle

Grande marche familiale de solidarité avec les lockoutés d'ABI

Tous à l'action du 25 mai en appui aux travailleurs d'ABI qui se battent pour nous tous!



The poster features a black background with white and red text. At the top left, a red banner contains the word "La grande" in white cursive. Below it, the words "MARCHÉ" and "FAMILIALE" are written in large, bold, white capital letters. A yellow fist holding a hammer is positioned behind the letter 'A' in "MARCHÉ". Underneath, the phrase "avec les lockoutés d'ABI" is written in white cursive. A dashed white line separates this from the text "Trois-Rivières" in white capital letters, followed by "25 mai 2019 - 10h30" in white. Below the poster, the event title "Grande marche familiale avec les lockoutés d'ABI" is repeated in bold black text. The location "Devant l'amphithéâtre Cogéco 100, avenue des Draveurs" is listed below. At the bottom, it says "Pour plus de renseignements et réserver des places dans les autobus, cliquer [ici](#)."

**Grande marche familiale
avec les lockoutés d'ABI**

Devant l'amphithéâtre Cogéco
100, avenue des Draveurs

Pour plus de renseignements et réserver
des places dans les autobus, cliquer [ici](#).

Le samedi 25 mai, les travailleurs d'ABI, maintenus en lockout depuis 16 mois par le cartel Alcoa/Rio Tinto, nous convient à une marche familiale dans les rues de Trois-Rivières. Ils luttent pour la négociation d'une convention collective qu'ils jugent acceptable et à la défense du syndicat contre les efforts du cartel, appuyés par le gouvernement du Québec, pour le briser.[1] La marche a lieu de 10 h 30 à 12 h 30. Le Syndicat des Métallos organise des autobus qui vont fournir l'aller-retour à partir de plusieurs villes du Québec. Les Métallos de l'Ontario ont annoncé qu'ils participeront à la marche.

Chantier politique lance l'appel à tout le monde à se mobiliser pour faire de la marche un succès retentissant. Qu'il faille se battre pendant 16 mois et plus pour pouvoir négocier ses conditions de

travail et assurer une présence effective du syndicat dans une économie moderne montre où en sont rendues les choses au Québec comme ailleurs. Le gouvernement du Québec, qui agit comme un intendant du cartel mondial Alcoa/Rio Tinto, ne nous représente pas. Il a ouvertement appuyé les demandes du cartel d'offrir le travail en sous-traitance, d'abaisser le niveau de vie dans la région et de briser le syndicat. Le gouvernement permet même à Alcoa de ne pas respecter son contrat d'hydroélectricité pendant le lockout, de ne pas payer le bloc d'énergie qu'Hydro-Québec a préparé, budgété et mis de côté pour le monopole à un tarif préférentiel, ce qui prive le peuple Québécois de centaines de millions de dollars. Le 25 mai, parlons en notre propre nom en appui à une résolution du conflit qui respecte la dignité et la voix des travailleurs d'ABI et de leur communauté. Les travailleurs d'ABI se battent pour nous tous. Allons leur exprimer directement notre appui indéfectible par notre présence à la marche.



Notes

1. Pour plus d'informations sur la lutte des travailleurs d'ABI, lire le numéro du 2 mai 2019 de *Forum ouvrier*

Humanisons l'environnement naturel et social!

«Nous voulons combattre le changement climatique, pas nous y adapter!» disent les jeunes du Québec



Le 2 mai dernier, tous les étudiants et étudiantes de la 5e secondaire du Québec devaient passer l'épreuve ministérielle en français. Ils devaient répondre à une question sur les changements climatiques sous forme de lettre d'opinion. Pour s'y préparer, ils avaient reçu un recueil de textes le 25 avril sur le sujet.

La question posée était: « Peut-on s'adapter aux changements climatiques ? » Alors que venait à peine de se terminer la semaine de la Terre, que 150 000 étudiants du Québec ont pris la rue le 19 mars pour dire que le statu quo est impossible face aux changements climatiques, dont 50 000 à Montréal, ils n'ont pas tardé à dénoncer l'orientation du gouvernement Legault et de son ministère de l'Éducation. Le 2 mai, une page Facebook d'un étudiant dédiée à la préparation de l'examen a recueilli près de 30 000 nouveaux membres, quelques heures à peine après l'examen. La page est devenue rapidement un lieu où les étudiants prennent position contre le refus d'agir du gouvernement face à la destruction de l'environnement naturel.

Un des étudiants participant à la page Facebook a dit : « Là, on renforce la façon dont la question est abordée dans le système éducatif : soit on nous apprend que tout sera correct parce que nos gouvernements prennent des décisions éclairées, soit on nous dit qu'on est foutus. Mais entre les deux, l'appel à l'action est très faible. » Une autre affirme: « C'était vraiment une drôle de question. On ne s'adapte pas aux changements climatiques. Plein de gens meurent en raison de ses impacts. Il faut lutter contre les changements climatiques. » Et un autre d'ajouter, s'adressant au gouvernement: « Vous nous prenez pour des idiots? dit-il. Vous nous faites travailler sur les conséquences des changements climatiques tandis que vous, vous ne prenez même pas le temps de nous aider à bâtir un avenir viable. Commencez donc par faire vos devoirs avant de nous en donner! On n'est peut-être pas si différents, au fond, on est peut être tous des enfants, la seule différence, c'est que nous, nos responsabilités, on les prend en main. »

La volonté et la conscience des jeunes qu'on peut et qu'on doit faire des changements pour humaniser l'environnement naturel et social sont en complète contradiction avec le statu quo rétrograde de Legault et de son ministère de l'Éducation. Les étudiants affirment qu'ils sont le changement et poursuivent activement leurs discussions pour trouver les moyens de forcer le gouvernement à agir contre l'urgence climatique.



Appel des jeunes à participer à la «Grande manif pour le climat»

L'épreuve ministérielle de français de secondaire 5 a, une fois de plus, illustré l'irresponsabilité des gouvernements et la légèreté avec laquelle ils traitent l'urgence climatique, l'urgence d'agir.

Nous, jeunes du Québec et du monde entier, serons les principales victimes de l'inaction politique. Présentement, suite à l'appel de Greta Thunberg, la jeunesse se lève à travers le monde pour défendre son droit collectif à un avenir.

Cela fait depuis le 15 février que nous sommes des centaines de jeunes du secondaire à manifester tous les vendredis dans le cadre des marches organisées par le collectif Pour le futur.

Celle-ci sera la dernière et elle sera le point culminant de cette mobilisation. Montrons aux gouvernements que nous avons le courage qu'ils n'ont pas.



Le vendredi 17 mai à 13 h, nous manquerons l'école parce qu'elle symbolise le futur que nous n'aurons pas.

Nous manquerons l'école pour envoyer un message fort aux gouvernements ; nous, la jeunesse, allons nous soulever, car la situation ne nous laisse pas le choix. Nous allons le faire parce que nous sommes la dernière génération à pouvoir agir.

Ensemble, nous sommes forts. Reconquérons notre avenir.

Source texte et image: Pour le Futur Montréal



Lutte pour le droit au logement

Plus de 300 locataires exigent une réforme en profondeur de la Régie du logement



Manifestation pour réclamer justice pour les locataires, 24 avril 2019 à Québec (Photo: RCLALQ)

Le 24 avril, plus de 300 locataires provenant de plusieurs régions du Québec ont manifesté dans les rues du Vieux-Québec pour exiger une réforme en profondeur de la Régie du logement. Ils répondaient ainsi l'appel du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) qui célèbre la Journée des locataires chaque 24 avril depuis maintenant 7 ans.

« Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement » était le thème retenu pour cette année. Plus de 200 organisations communautaires et syndicales ainsi que 7 500 citoyens et citoyennes ont jusqu'à maintenant appuyé la réforme de la Régie revendiquée par le RCLALQ.

« Il est urgent de réformer en profondeur la Régie du logement afin de mieux protéger les locataires. Plus que jamais, avec la pénurie de logements qui sévit dans plusieurs régions du Québec, la ministre Andrée Laforest a la responsabilité de redonner confiance aux locataires pour

qu'ils et elles utilisent la Régie pour défendre leurs droits », affirme le porte-parole du RCLALQ, Maxime Roy-Allard.

Le 3 avril dernier, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, déposait le projet de loi 16 *Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*. La commission qui a étudié le projet de loi a déposé son rapport le 14 mai dernier.

Le RCLALQ a soumis un mémoire très détaillé sur le projet de loi dans lequel il le critique comme étant un changement administratif à l'interne, souvent au détriment de l'accès à la justice et de la protection des droits des locataires qui sont déjà niés. Par exemple, le RCLALQ s'inquiète du changement de nom proposé pour la Régie du logement, qui deviendrait le Tribunal administratif du logement. Qu'arrivera-t-il, se demande le regroupement, du mandat de la régie d'informer locataires et propriétaires de leurs droits et obligations, de produire des études et statistiques sur la situation du logement, qui est déjà mal rempli ?

Le RCLALQ s'inquiète aussi de la proposition du projet de loi de privilégier la visioconférence au détriment d'une audience où le locataire est directement en présence du juge de la régie et peut interagir avec lui. Le regroupement note que l'instauration de visioconférences pour les audiences à l'échelle du Canada en ce qui concerne les dossiers de l'assurance-emploi a été désastreuse pour les prestataires. Pourquoi vouloir généraliser cette expérience qui déshumanise encore plus le processus? Le RCLALQ s'oppose aussi à la clause du projet qui oblige le demandeur ou la demanderesse à déposer ses pièces à l'appui dans les 30 jours suivant l'ouverture d'un dossier. La Régie, maintenant appelée le Tribunal administratif du logement, aurait ainsi le pouvoir de fermer tout dossier lorsque cette règle n'est pas respectée. Le regroupement s'oppose aussi au fait que le projet de loi introduit une nouvelle procédure, l'audience sur dossier, qui vise à traiter un dossier en l'absence des parties. Cela signifie que les parties doivent avoir au préalable fait parvenir au tribunal leurs déclarations et leurs preuves. Le regroupement y voit un sérieux problème pour les locataires les plus vulnérables qui ont des difficultés majeures de lecture, et un nouvel affaiblissement de l'aide que la Régie doit fournir aux locataires pour qu'ils puissent présenter leur cause. On peut accéder au mémoire du RCLALQ [ici](#).

Dans l'ensemble, aux yeux du RCLALQ, le projet de loi 16 ne viendra aucunement mettre un terme aux nombreuses injustices que vivent les locataires à la Régie du logement. « Plusieurs mesures proposées risquent de complexifier, voire de professionnaliser la Régie du logement, notamment par l'utilisation plus importante de la conciliation, des conférences de gestion, des procédures sur dossier et de la visioconférence. La Régie a été créée en 1980 dans le but de favoriser l'accès à la justice et de rééquilibrer les rapports de force entre les parties. La ministre Laforest doit refaire ses devoirs et revenir à la mission première de la Régie du logement », selon M. Roy-Allard.

Afin d'améliorer l'accès à la justice et de mieux protéger les locataires, le RCLALQ revendique :

- Que la Régie cesse l'expulsion massive de locataires pour non-paiement de loyer en favorisant des solutions alternatives (entente de paiement) ;
- Que la Régie assure réellement la protection du parc de logements locatifs et du droit au maintien dans les lieux des locataires ;
- Que la Régie contrôle véritablement les loyers ;
- Que les causes urgentes soient entendues dans un délai de 72 heures et que toute autre cause soit

entendue par ordre d'ouverture dans un délai maximum de trois mois ;

- Que les services de la Régie soient gratuits et facilement accessibles partout au Québec ;
- Que le service d'information de la Régie soit adapté à la vulnérabilité des ménages locataires (pauvreté, violence, santé mentale, analphabétisme, etc.) ;
- Que la Régie donne pleine assistance aux locataires et que les juges facilitent la compréhension des procédures.



Actions en appui à la lutte des peuples pour leurs droits et leur avenir

Des manifestants disent «Ne touchez pas à Cuba et au Venezuela!»



Piquetage devant les bureaux du gouvernement fédéral à Montréal, le 11 mai

Le vendredi 3 mai, le 3e Festival de solidarité internationale organisé par l'Association des travailleurs grecs a lancé son programme d'activités par une soirée politique et culturelle de solidarité avec le Venezuela.

La salle était comble et les prises de parole, interrompues par des bravos, ont été chaleureusement applaudies. Au début de la soirée, les participants ont pu échanger en direct de Caracas au Venezuela avec Igor Castillo, secrétaire des Relations internationales de la Jeunesse communiste du Venezuela. Puis Ana Mailen Cruz González, consule de la République de Cuba à Montréal et d'autres orateurs sont intervenus. Ils ont parlé de la lutte du peuple vénézuélien et dénoncé la plus récente tentative de coup d'État dirigée par les États-Unis orchestrée par les plus sombres arrières-cours du gouvernement américain. La falsification des images, de la couverture de presse, les menaces et activités de sabotage de l'électricité au pays pour donner un semblant de légitimité au coup ont été démasquées. Le gouvernement canadien, membre fondateur du Groupe de Lima, très actif pour participer aux activités mafieuses au service du gouvernement étatsunien a été également fermement dénoncé. Les jeunes animateurs du 3e Festival ont ensuite présenté les artistes et chansonniers qui ont exprimé dans leurs chansons leur amour social envers tous ceux qui résistent



et se battent pour le respect de leurs droits et ceux de leur peuple.

Le jeudi suivant, 9 mai, une assemblée publique a été organisée par la Caravane d'amitié Québec-Cuba sur le travail mené par Pasteurs pour la paix. L'orateur, Luis Barrios, coordonnateur de l'organisation actuellement en tournée au Canada, a parlé des efforts qui sont faits pour informer et mobiliser les collectivités contre le blocus. Pasteurs pour la paix est une organisation religieuse qui a organisé pendant près de 30 ans des caravanes de biens et matériels informatiques, de santé, de sport et autres du Canada, aux États-Unis au Mexique puis à Cuba en opposition au blocus. Aujourd'hui elle poursuit ses activités par des conférences, tournées, prises de position contre le blocus et plus récemment contre le titre III de Loi Helms-Burton.



Le Titre III donne aux citoyens américains qui détenaient auparavant des propriétés à Cuba qui ont été nationalisées après la révolution le droit de poursuivre pour dommages et intérêts les entités cubaines et étrangères qui ont utilisé ces propriétés ou qui ont fait affaire avec des entreprises qui les ont utilisées. Depuis le 2 mai 2019, le gouvernement Trump applique pleinement le Titre III, non appliqué auparavant par tous les présidents des États-Unis depuis l'adoption de la loi en 1996. C'est une nouvelle tentative de se venger de Cuba, cette fois parce que Cuba défend le droit à l'autodétermination du Venezuela, tout en l'utilisant pour intensifier sa guerre économique contre le Venezuela.

Le samedi 11 mai, deux rassemblements et piquetages ont eu lieu devant le Complexe Guy-Favreau en appui aux peuples cubain et vénézuélien. Le complexe abrite des bureaux du gouvernement canadien, dont celui des passeports. À 10 heures, le premier piquetage a été organisé à la suite de l'annonce du gouvernement canadien de fermer « sans préavis » le bureau d'immigration Réfugiés et Citoyenneté à l'ambassade du Canada à Cuba le 8 mai dernier. Ce bureau a été fermé à tous les Cubains et Cubaines qui doivent s'y rendre pour les questions de visas, permis de travail, mariage. Le groupe a exigé la réouverture du bureau.



À 13 h, un militant contingent d'activistes et de personnes préoccupées par les sanctions et

tentatives de coup d'État contre le Venezuela dirigées par le gouvernement étatsunien avec la participation du Canada ont tenu un piquetage au même endroit. « Ne touchez pas au Venezuela ! Ne touchez pas à Cuba ! Non à la Loi Helms-Burton ! Non au sale rôle du Canada et du groupe de Lima contre le Venezuela ! Non au blocus ! », ont-ils scandé tout au long du piquetage. Deux pétitions ont circulé en même temps : une exigeant la fin du blocus contre Cuba et une autre exigeant la réouverture du bureau d'immigration du Canada à La Havane.



Les manifestants ont conclu les actions en s'assurant de poursuivre leurs actions. La prochaine se tient le 17 mai lors du piquetage mensuel de la Table de concertation de solidarité avec Cuba pour exiger la fin du blocus : coin Jeanne-Mance et Sainte-Catherine de 17 h à 18 h.



Marche du Régiment immortel pour le 74e anniversaire de la victoire sur le fascisme en Europe



Dans la soirée du 9 mai, près de 800 personnes se sont rassemblées au carré Cabot à Montréal,

pour célébrer le 74e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie en Europe. Cet événement coïncide avec d'autres événements similaires tenus le même jour dans 110 pays et 500 villes. Ainsi, depuis 2012, les anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale et leurs descendants participent à des processions commémorant ceux qui sont tombés au combat. Cette journée est connue sous le nom de Marche du régiment immortel.

Le rassemblement a été organisé par la communauté russe. Des gens de tous âges se sont rassemblés, tenant des drapeaux et des photos d'anciens combattants de l'armée Rouge de la Seconde Guerre mondiale qui ont contribué à la victoire sur les troupes fascistes nazies. De nombreuses familles sont venues avec leurs jeunes enfants, plusieurs d'entre eux tenant des portraits de leurs arrière-grands-parents qui ont combattu pour libérer les territoires soviétiques occupés par les troupes nazies et pour mettre fin au régime hitlérien.

Avant de débiter la marche, il y a eu une minute de silence en hommage à tous ceux et celles qui ont combattu et consenti l'ultime sacrifice pour assurer la paix, la liberté et la démocratie afin que l'humanité ne connaisse plus jamais le fléau du fascisme et de la guerre.

Un avion a circulé dans le ciel tirant une grande bannière symbolisant le ruban de Saint George sur laquelle était inscrit : « 9 mai - Jour de la victoire » tout au long de l'événement. Chacun de ses passages était salué par des hourras et des applaudissements.

Les participants ont ensuite marché sur la rue Sainte-Catherine derrière la bannière principale « Régiment immortel - Montréal », avec les nombreux drapeaux des anciennes républiques soviétiques, du Québec et du Canada menant la marche. Des chansons patriotiques remontant à la Seconde Guerre mondiale et même avant ont été diffusées à l'aide de haut-parleurs puissants durant la marche.

Comme c'était un jeudi soir, de nombreux magasins et boutiques étaient encore ouverts sur la rue Sainte-Catherine, l'une des rues commerçantes les plus achalandées du centre-ville de Montréal, avec des trottoirs encombrés de piétons. Alors que le cortège se dirigeait vers l'est sur la rue Sainte-Catherine, en direction de la Place du Canada, de nombreux passants ont pris des photos et se sont enquis du but de la marche, les jeunes en particulier approuvaient une fois qu'ils apprenaient de quoi il s'agissait.



Appui à la résistance palestinienne pour le 71e anniversaire de la Nakba

Le dimanche 12 mai à Montréal, à l'occasion de la Fête des mères, environ 150 personnes se sont rassemblées à l'extérieur du métro Mont-Royal, à Montréal, pour une marche commémorative à l'occasion du 71e anniversaire de la Nakba. Al Nakba signifie en arabe « catastrophe » et est utilisée pour décrire l'expulsion forcée par les milices sionistes de 750 000 Palestiniens de leur patrie, les déposant de 4,2 millions d'acres de terres. En 1949, l'État israélien occupait 78 % des terres palestiniennes. Entre 1948 et 1950, plus de 500 villes et villages palestiniens ont été systématiquement détruits ou repeuplés.

La commémoration de cette année a été organisée par un regroupement d'organisations comprenant la Fédération canado-palestinienne pour le Québec, la coalition BDS Québec, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (

CJPMO), Palestiniens et Juifs unis (PAJU), Solidarité pour les droits humains palestiniens (SPHR) et Tadamon. Les participants à la marche vigoureuse dans les rues de Montréal ont condamné le gouvernement israélien et les États-Unis pour leurs crimes contre le peuple palestinien, tout en dénonçant le Canada comme un complice. Ils ont demandé que justice soit faite au peuple palestinien affirmant qu'il ne cesserait jamais de se battre tant qu'il ne serait pas libre.



Aujourd'hui, plus de la moitié du peuple palestinien, qui compte plus de 13 millions de personnes, sont des réfugiés soit de la Nakba, soit des déplacements forcés et du génocide qui ont suivi. L'occupation sioniste de la Palestine et l'exil continu de millions de Palestiniens restent illégitimes. Sans aucune légitimité, l'oppression et la dépossession du peuple palestinien par l'État israélien comptent sur l'impérialisme américain et sa loi du plus fort, ainsi que sur d'autres pays faisant partie du système d'États impérialiste, dont le Canada en fait part.

Le peuple palestinien et la jeunesse palestinienne du monde entier ont hâte de retourner dans leur pays. Ils sont impatients de retourner dans le lieu où leurs parents et leurs grands-parents ont été brutalement expulsés et s'y construire un avenir radieux. Les Palestiniens brûlent de voir leur pays libéré d'une occupation impitoyable qui continue de faire de nombreuses victimes en toute impunité. Ils se battent tous les jours pour en faire une réalité. À l'occasion de cet anniversaire, les peuples de tous les pays se joignent à eux pour commémorer solennellement la terreur et les souffrances qui continuent de leur être infligées et d'affirmer leur droit au retour.



Au calendrier

Journée nationale des Patriotes
Célébrons notre histoire et nos traditions! Rencontre sociale, politique et culturelle

Montréal

Lundi 20 mai 2019 à partir de 16 h

Chansons, musique, poésie, échanges
d'information et discussions sur la question
nationale hier et aujourd'hui

Au local du Parti marxiste-léniniste du Québec
1360, rue Ontario Est
(514) 522-5872



LES ARCHIVES DE CHANTIER POLITIQUE | ACCUEIL

Lisez *Chantier politique*

Website: www.pmlq.qc.ca Courriel: bureau@pmlq.qc.ca